



Tous et toutes aux côtés des 180 signataires menacés de mort

Les 180 signataires d'une tribune publiée et initiée par le quotidien *l'Humanité* le 3 octobre 2023 ont été menacés « d'une balle dans la nuque » par un site internet d'extrême-droite. 44 plaintes ont déjà été déposées par Me Breham et plus d'une trentaine le seront en début de semaine prochaine par Mes Brengarth et Bourdon. Ces plaintes "pour menace de mort et incitation à la commission d'une infraction pénale" sont déposées contre X auprès de la procureure de Paris.

Les syndicats de journalistes SNJ, SNJ-CGT, Cfdt-Journalistes, FO, ainsi que les Fédérations internationale (FIJ) et européenne (FEJ) des journalistes demandent à ce que ces faits ne restent pas impunis.

Hier des avocats ou encore le président de la République étaient visés. Cette fois, ce sont plus de 70 journalistes, une trentaine de responsables politiques et près de 80 personnalités de la société civile, dont des syndicalistes qui sont désignés comme des cibles par un site d'extrême-droite.

Leur tort ? Signer ensemble une tribune demandant plus de sécurité pour les journalistes, à l'occasion des Etats généraux de l'information.

Nos organisations condamnent fermement la violence des propos tenus sur ce site et apportent tout leur soutien aux 180 signataires de cette tribune. Rien ne justifie de telles menaces, de tels propos. Ces brutes de pacotille contribuent à hystériser le débat public, bien cachées derrière un ordinateur. Un écran ne donne aucune immunité aux agresseurs, ils doivent être poursuivis. Nous incitons toutes les victimes à porter plainte contre l'auteur de cet article et contre tout auteur de sites de la fachosphère qui formuleraient des menaces semblables.

Ces menaces visent à faire taire chacun de nous, à son échelon citoyen, militant, syndical ou journalistiques. Nous n'avons pas peur et nous répliquerons !

Nous appelons d'ores et déjà tous nos soutiens à ne pas diffuser de captures d'écrans ou le lien d'archive du site pour éviter de leur faire de la publicité et donner des idées à d'autres agresseurs potentiels.

Paris le 13 juillet 2024